



B4Ukraine 

La roulette russe des entreprises françaises : la France doit émettre des directives appelant ses entreprises à quitter la Russie

Le gouvernement doit mener une enquête sur [les affirmations du Monde](#) selon lesquelles Auchan contribuerait à l'effort de guerre de la Russie en Ukraine, et doit accentuer ses efforts pour inciter les entreprises françaises à se retirer de Russie, déclare B4Ukraine - une coalition internationale de plus de 80 organisations de la société civile - et son organisation partenaire en France Stand With Ukraine.

- **66% des entreprises françaises qui possédaient des liens en Russie au début de l'année 2022 continuent de faire des affaires dans le pays.**
- **Les entreprises françaises restantes ont payé au moins 1 milliard de dollars d'impôts à la Russie en 2021 - assez pour financer la guerre contre l'Ukraine pendant 3 jours.**
- **Pour 2€ déclarés par le gouvernement français en aide bilatérale à l'Ukraine, les entreprises françaises payeraient encore 1€ d'impôt à l'État russe.**

Paris — le 20 février 2023.

66% des entreprises françaises qui possédaient des liens en Russie au début de l'année 2022 continuent de faire des affaires dans le pays, révèle une nouvelle analyse du comportement de 3,078 multinationales.

Basée sur des données de la Kyiv School of Economics, l'analyse intitulée "Unfinished Business" dévoile que 106 des entreprises françaises qui avaient des liens avec la Russie au début de l'année 2022 continuent de faire des affaires dans le pays.

Sur les 94 entreprises françaises possédant des filiales russes au début de la guerre, 11 se sont totalement retirées, soit environ 12 % ou légèrement plus d'une sur dix.

"Un an après l'invasion et neuf ans après le début de l'agression russe, c'est un progrès bien trop faible", a déclaré Eleanor Nichol, directrice exécutive de la coalition B4Ukraine. "Alors que le gouvernement français soutient l'Ukraine en lui apportant des milliards de livres sterling, 106 grandes entreprises choisissent de continuer à faire affaire avec le régime - et soutiennent indirectement cette horrible guerre en continuant à payer des impôts et à saper les sanctions."

Rapporté à la contribution française à l'aide pour l'Ukraine, chaque 2€ [déclarés par le gouvernement français en aide bilatérale à l'Ukraine](#) s'accompagneraient d'1€ payé encore et toujours par les entreprises françaises en impôt à l'État russe.

Les entreprises des secteurs des biens de consommation, de l'énergie, du pétrole et du gaz domiciliées en France ont été particulièrement lentes à partir. Parmi les exemples notables, Leroy Merlin et Auchan.

B4Ukraine demande au gouvernement français, l'une des principales forces démocratiques du monde, de publier immédiatement les directives nécessaires pour inciter les entreprises françaises à cesser leurs activités en Russie et à informer particuliers, entreprises, institutions financières et autres - y compris investisseurs, consultants et fournisseurs de services de recherche - des risques accrus associés aux affaires en Russie, et en particulier aux activités commerciales qui pourraient bénéficier à l'armée russe ou à tout groupe paramilitaire affilié.

"Alors que les entreprises actives en Russie annoncent l'augmentation de leurs bénéfices au cours de l'année écoulée, les Ukrainiens comptent leurs pertes : les millions de vies bouleversées à jamais par plus de [70 000 crimes de guerre commis par la Russie](#), les dizaines de milliers de victimes civiles, dont 461 enfants. Les 6 000 missiles et drones kamikazes qui ont ciblé à date infrastructures critiques, immeubles d'habitation, écoles et hôpitaux à travers l'Ukraine ont été rendus possibles en partie grâce aux impôts payés par les multinationales en Russie", déclare Nataliya Popovych, membre de la coalition B4Ukraine.

Malgré le nombre élevé d'entreprises restantes en Russie, 54 entreprises françaises ont reconnu la nature des risques posés et ont entamé un processus de retrait de Russie. Des retraits notables d'entreprises françaises du marché russe - notamment la Société Générale et Renault - prouvent qu'une sortie rapide et ordonnée de Russie est possible.

Les entreprises restantes doivent maintenant également faire face aux modifications de la législation russe les obligeant à faciliter la conscription des employés éligibles et à fournir un soutien matériel à l'armée russe sur demande, ainsi qu'à des menaces d'expropriation de leurs actifs par le gouvernement.

"Les entreprises françaises jouent à un jeu potentiellement mortel de roulette russe en acceptant délibérément de s'exposer à une série de risques réglementaires, juridiques, financiers et de réputation en continuant à faire des affaires en Russie", déclare Edward Mayor, membre de la coalition B4Ukraine/Stand With Ukraine. "Notre gouvernement doit non seulement enquêter sur les allégations du Monde sur Auchan, mais aussi prendre toutes les mesures possibles pour inciter les entreprises françaises à quitter la Russie, notamment en publiant des orientations sur la Russie qui transmettent clairement les risques matériels accrus posés par les filiales russes aux sièges en France." Dans un [communiqué](#), Auchan a démenti les déclarations émises dans le rapport d'enquête du Monde et l'interprétation qui en est faite.

B4Ukraine demande instamment au gouvernement français et à ses agences économiques d'utiliser tous les pouvoirs à leur disposition pour ne pas soutenir les activités de commerce et d'investissement avec la Russie, y compris en retenant l'argent public des entreprises continuant à mener des opérations commerciales en Russie.

Les données utilisées pour cette analyse sont exactes au 14 février 2023.

Pour plus d'informations sur B4Ukraine, sa Déclaration et la liste complète de ses partenaires, visitez b4ukraine.org ou suivez-nous sur Twitter [@B4Ukraine](https://twitter.com/B4Ukraine).

Pour toute question concernant les médias, pour soutenir la Déclaration ou pour rejoindre la coalition B4Ukraine, contactez-nous à +33 6 71 86 66 24 ou à l'adresse contact@b4ukraine.org.

À propos de B4Ukraine

Business For Ukraine (B4Ukraine) est une coalition de plus de 80 groupes de la société civile en Ukraine et dans le monde entier mobilisés pour bloquer l'accès aux ressources économiques et financières derrière l'agression russe. Nous appelons à une sortie accélérée et durable des entreprises étrangères du marché russe. Visitez [notre site web](#) pour plus d'informations.